



Déclaration FSU au CTPD du 9 novembre 2011

La FSU reste la première organisation de la Fonction publique d'État ! la FSU confirme largement sa place de première organisation syndicale à l'Éducation Nationale très loin devant la seconde organisation.

La FSU confirme avec ses syndicats sa place de première organisation aux élections des différentes commissions administratives paritaires. En effet, dans la quasi-totalité des CAP, les syndicats de la FSU progressent en pourcentage des exprimés.

La FSU et ses syndicats y voient la reconnaissance d'un syndicalisme unitaire, offensif et porte-parole des personnels. Ces votes marquent aussi le rejet de la politique ministérielle actuelle tant pour les choix budgétaires que pour les mesures et réformes éducatives en cours. Le Ministre doit entendre ce message.

La FSU et ses syndicats regrettent la forte baisse du taux de participation liée aux nombreux dysfonctionnements et à la complexité des modalités de vote qui ont empêché un grand nombre de collègues de pouvoir voter.

Le Ministre porte une lourde responsabilité dans cette baisse de participation.

La FSU n'a cessé de dénoncer cette situation.

Elle s'adresse au Premier ministre et au ministre de l'Éducation pour demander un bilan sur la nature, l'importance et les causes des graves dysfonctionnements constatés mais aussi pour exiger du ministre de l'Éducation Nationale la création d'une commission d'enquête administrative incluant des experts indépendants.

La FSU s'adresse également aux groupes parlementaires pour demander une enquête parlementaire sur le déroulement de ces élections.

Elle regrette que d'autres organisations syndicales ne la suivent pas !

Notre fédération fait le constat amer des répercussions de la politique menée au plan national depuis trop longtemps. Les dizaines de milliers de suppressions de postes qui se succèdent année après année se traduisent par une dégradation accrue de l'offre d'enseignement que l'État met à disposition de sa Nation.

Dans les Landes pour le 1^{er} degré :

- L'accueil des moins de trois ans a quasiment disparu. Le taux de 5,88% affiché à cette rentrée fait de notre département l'un des plus mal lotis de France dans ce domaine.
- Malgré la politique favorisant les postes classes, le taux d'encadrement continue d'augmenter. Notre P/E poursuit sa chute alors que nous occupons le peloton de queue des départements du territoire. Et ceci alors que nos nombreuses petites écoles et classes multiniveaux nécessiteraient une attention particulière et plus de moyens.
- les réseaux d'aide aux élèves en difficulté font une nouvelle fois les frais de cette politique de suppression de postes en privant le département de 4 postes après les 5 supprimés il y a 2 ans,
- l'administration n'est plus en mesure de former ses enseignants. Le plan de formation, qui n'a toujours pas été présenté, semble se résumer qu'à des formations institutionnelles.
- Votre décision, monsieur l'Inspecteur d'Académie, d'utiliser la brigade formation continue pour assurer le remplacement ne pourra garantir l'optimisme que vous affichez lors du dernier CTPD. Effectivement, dès septembre de trop nombreuses classes se sont retrouvées sans maître faute de remplaçants. Qu'en sera-t-il cet hiver ?

- Les directeurs et directrices d'écoles font aussi les frais d'une rentrée où rien ne leur est épargné en matière de surcroît de travail : changement dans les élections des parents d'élèves, aux conseils d'école des RPI, changement de modalités pour les élections professionnelles. Tout cela avec encore moins d'aide administrative avec la perte d'EVS dans certaines écoles.

Dans les Landes pour le second degré, les documents reçus pour ce CTPD de bilan de rentrée confirment ce qui était annoncé et que nous dénoncions lors des CTPD de préparation: à savoir la poursuite d'une politique de dégradation de notre système éducatif déclinée au niveau local.

Les premiers indicateurs significatifs sont bien sûr d'une part l'augmentation des effectifs. Encore supérieure aux prévisions, même si l'erreur que nous considérons comme volontaire depuis des années, est plus faible cette année que les années précédentes (erreur de 255 élèves pour le Rectorat et de 95 pour l'IA) c'est 944 élèves que nous avons en plus dans nos établissements landais. Pour une augmentation des effectifs de 3,62% la DGH, elle, n'a augmenté que de 2,3%. C'est presque 500 heures soit 27 ETP qui manquent pour accompagner l'augmentation des effectifs dans un contexte déjà amputé de moyens d'année en année. Si nous pouvions comparer d'année en année les FOS des établissements, mais cette année encore vous ne nous avez pas communiqué ce document, nous constaterions que le nombre d'enseignants dans les collèges et lycées landais diminue proportionnellement aux effectifs d'élèves qui subissent la triple sanction des restrictions budgétaires, des augmentations d'effectifs et des réformes. La mise en place de la réforme du lycée et de la voie technologique ont permis une part non négligeable de ces économies.

Un exemple de cette détérioration : L'ouverture du nouveau collège de St Paul/Dax s'est effectuée dans la plus grande misère de postes. Classes surchargées, non-respect des choix de LV1, LV2, Couplage de 4 LV1/3° LV2, Si l'on regarde du côté de la vie scolaire, c'est pire encore : manque de personnels d'encadrement et de surveillance qui induit une prolifération des actes d'incivilité et des rapports sur les élèves (+ de 70 à ce jour).

Dans un contexte plus général, les difficultés d'exercice du métier qui se sont aggravées. Des professeurs titulaires recrutés pour être en charge de l'enseignement d'une matière se voient contraints à accepter d'en enseigner une autre pour laquelle ils n'ont reçu aucune formation.

Quant aux autres, ceux qui ont la chance de pouvoir continuer à enseigner leur discipline de recrutement, ils le font dans des conditions de classes surchargées avec des sollicitations incessantes de la hiérarchie pour mettre en place une évaluation par « coche de cases » (on pense au livret de compétences, au B2i, au niveau A2...). Des sollicitations incessantes pour mettre en place une foule de petits dispositifs annexes qui éparpillent l'action des enseignants et l'attention des élèves (accompagnement éducatif, tutorat, aide personnalisée, ATP, cellules de veille....) Ces dispositifs au noms « ronflants » permettent de présenter aux parents et à la société une image d'une Education Nationale qui se bat et fait son possible pour la réussite des élèves. Or derrière le vernis de façade, nous constatons que les fissures deviennent des crevasses, des abîmes. En parallèle, nous constatons que l'échec de l'élève est devenu quasi impossible par décret : Le redoublement est réduit à l'exception anecdotique. Nos élèves réussissent donc tous, puisque nous devons cocher ! Mais qu'apprennent-ils donc ? Quelle société préparons-nous pour demain et comment armons-nous nos jeunes générations ? Personne ne semble s'en soucier ! La pédagogie est visiblement ce qui importe aujourd'hui le moins dans les choix de l'Éducation Nationale et nous ne pouvons que le déplorer ! Comment dans ces conditions oser encore parler de rentrée « techniquement » parfaite ?

Pour l'Enseignement Professionnel, la montée en puissance des bacs professionnels en 3 ans, la non mise en place des CAP (et des BTS ?) pourtant nécessaires dans nos LP, les mauvaises réelles affectations des élèves avec le logiciel AFELNET, font que l'enseignement professionnel sous statut scolaire est en danger.

En tarissant à la source leur recrutement , en n'offrant pas la formation nécessaire aux personnels précaires ou stagiaires pour enseigner devant ce public reconnu par nous tous comme difficile, car ces élèves sont souvent en échec au moment où ils intègrent nos

structures, en ne permettant pas que équipes éducatives se concertent sur le temps de travail, en développant les examens dits maison par la généralisation non nécessaire des CCF, accompagnés de primes de charités pour réaliser ces derniers, en développant un enseignement personnalisé pour donner bonne impression mais au détriment des enseignements disciplinaires, donc des élèves, cette administration dont vous êtes le représentant démantèle notre enseignement professionnel sous statuts scolaires, met en danger la spécificité de cet enseignement qui, jusqu'à ces dernières années, était un enseignement d'excellence, fait courir des risques à nos jeunes, à tous les personnels, d'enseignement, de service et d'encadrement, mais aussi à nos entreprises. Cette politique de l'Éducation Nationale porte atteinte à la sécurité et à l'équilibre de la France pour les jours et mois à venir. C'est pour cela que le SNUEP-FSU Aquitaine a déposé un préavis de grève à partir du 2 novembre 2011 afin de permettre l'ouverture de négociations et aux personnels de défendre in situ, leur outil de travail reconnu par tous comme un lieu de réussite scolaire pour un avenir professionnel.

En conclusion, Les annonces budgétaires et les propos du ministre de l'Éducation Nationale vont à l'encontre des intérêts des élèves et de nos conditions de travail. Si le bilan de rentrée est loin d'être aussi réjouissant que les déclarations officielles veulent le laisser entendre, les annonces budgétaires ne sont pas de nature à nous rassurer. La politique dogmatique de réduction des postes va se poursuivre, dans des proportions identiques à cette année, et ce que nous avons observé à cette rentrée va encore s'amplifier à la rentrée prochaine. D'autant que les « leviers d'efficience » vont commencer à manquer sauf si le ministre compte encore sur la réforme du lycée et la fin de celle des baccalauréats professionnels en 3 ans. Notons au passage, puisque l'actualité nous y incite, que cette politique d'austérité qui frappe la Fonction Publique et singulièrement l'Éducation Nationale depuis 5 ans, n'a été d'aucun effet ni sur la réduction de la dette ni sur l'aggravation de la crise.

L'ensemble de ces constats et les nouvelles régressions annoncées conduisent la FSU à prendre ses responsabilités et s'apprête à engager un rapport de force pour exiger d'autres choix pour l'Éducation Nationale.